



Étude thématique : La circularité dans l'industrie marocaine du textile

DU LINÉAIRE AU CIRCULAIRE : PERSPECTIVES POUR L'INDUSTRIE MAROCAINE DU TEXTILE

Mai 2023

EN PARTENARIAT AVEC



À PROPOS D'IFC

La Société Financière Internationale (IFC), membre du Groupe de la Banque mondiale, est la principale institution de développement axée sur le secteur privé dans les pays émergents. Elle est active dans plus de 100 pays et consacre son capital, ses compétences et son influence à la création de marchés et de débouchés dans les pays en développement. Au cours de l'exercice 2022, IFC a engagé un montant record de 32,8 milliards de dollars au profit de sociétés privées et d'institutions financières dans des pays en développement, mobilisant ainsi les capacités du secteur privé pour mettre fin à l'extrême pauvreté et promouvoir une prospérité partagée dans des économies aux prises avec les conséquences de crises mondiales multiples. Pour en savoir plus, rendez-vous sur www.ifc.org.

© Société Financière Internationale 2023. Tous droits réservés.

2121 Pennsylvania Avenue, N.W.

Washington, D.C. 20433

Internet: www.ifc.org

Le contenu du présent document est protégé par le droit d'auteur. La reproduction ou la distribution partielle ou intégrale du présent document sans autorisation préalable peut constituer une infraction à la législation en vigueur. IFC ne garantit en aucun cas l'exactitude, la fiabilité, ou l'exhaustivité des informations figurant dans le présent document, ni les conclusions ou prises de position présentées, et décline toute responsabilité ou obligation pour toute erreur ou omission (y compris mais sans s'y limiter, les erreurs typographiques et techniques) qui pourrait y figurer ou en découler.

Photos © Settavex/IFC

REMERCIEMENTS

Le présent rapport thématique rassemble des informations recueillies entre août et novembre 2022. Il a pour but de fournir un éclairage sur l'évolution du secteur mondial du textile et de l'habillement vers la circularité, de montrer dans quelle mesure celle-ci intéresse le Maroc, et d'expliquer de quelle manière l'industrie marocaine peut tirer parti de ses atouts actuels pour s'orienter vers un mode de production circulaire.

IFC a chargé New Narrative, un cabinet de conseil en communication stratégique, de réaliser une étude documentaire, de procéder à des analyses et d'entreprendre des consultations approfondies avec une sélection de parties prenantes. Les enseignements tirés de cette étude sont résumés dans cette publication. Rédigé par Robert Carmichael, ce rapport a été édité par David Line de New Narrative et Eleonore Richardson et Txomin Goitia d'IFC.

L'équipe de rédaction exprime sa profonde gratitude à l'Association Marocaine des Industries du Textile et de l'Habillement (AMITH), aux représentants de marques, aux parties prenantes du secteur et aux partenaires d'IFC qui lui ont généreusement fait don de leur temps et de leurs connaissances.

Cette publication a été rendue possible grâce au soutien du Gouvernement espagnol.

Pour tout renseignement complémentaire sur l'étude, s'adresser à :

Eleonore Richardson: erichardson@ifc.org

Txomin Goitia: tgoitia@ifc.org

Pour en savoir plus sur les partenaires de l'étude, consulter les sites web suivant :



NewNarrative

New Narrative: <http://new-narrative.com/>



AMITH

AMITH: <http://www.amith.ma>

Sommaire

Liste des figures	II
Liste des encadrés.....	II
1. L'industrie textile dans le monde.....	1
1.1 Investir moins pour obtenir plus	1
1.2 Tout change : raison d'être de la circularité	2
2. La dynamique de changement de l'UE	4
2.1 Une démarche qui se précise.....	4
2.2 De l'ambition à l'action.....	5
2.3 L'impact pour le Maroc	8
2.4 Solutions aux trois grands défis du secteur du textile au Maroc.....	11
3. Principales étapes vers un avenir circulaire	14
3.1 Domaines d'action prioritaires.....	14
3.2 Tirer le meilleur parti des atouts du Maroc.....	15
4. Conclusion	19
Notes de fin.....	21

Liste des figures

Figure 1 : Flux mondiaux de matières utilisées dans l'industrie textile	1
Figure 2 : Les avantages du Pacte vert pour l'Europe	4
Figure 3 : La frugalité protège du besoin : déchets textiles mesurés par secteur au Maroc	10

Liste des encadrés

Encadré 1 : Qu'est-ce que la circularité et qu'est-ce qu'elle implique pour l'industrie du textile?	2
Encadré 2 : Le Pacte Vert pour l'Europe	4
Encadré 3 : Élimination des déchets de la salle de coupe	9

1. L'industrie textile dans le monde

1.1 INVESTIR MOINS POUR OBTENIR PLUS

Certes, la production de masse de vêtements et autres produits textiles tels que les tapis et a eu de nombreuses retombées positives ces dernières décennies, mais elle a également eu un coût important. Au cœur du problème se trouve un modèle de production largement linéaire qui consiste à extraire de grandes quantités de ressources non renouvelables pour confectionner des vêtements qui sont utilisés brièvement avant d'être mis au rebut — la majorité finissant dans des décharges ou des incinérateurs¹.

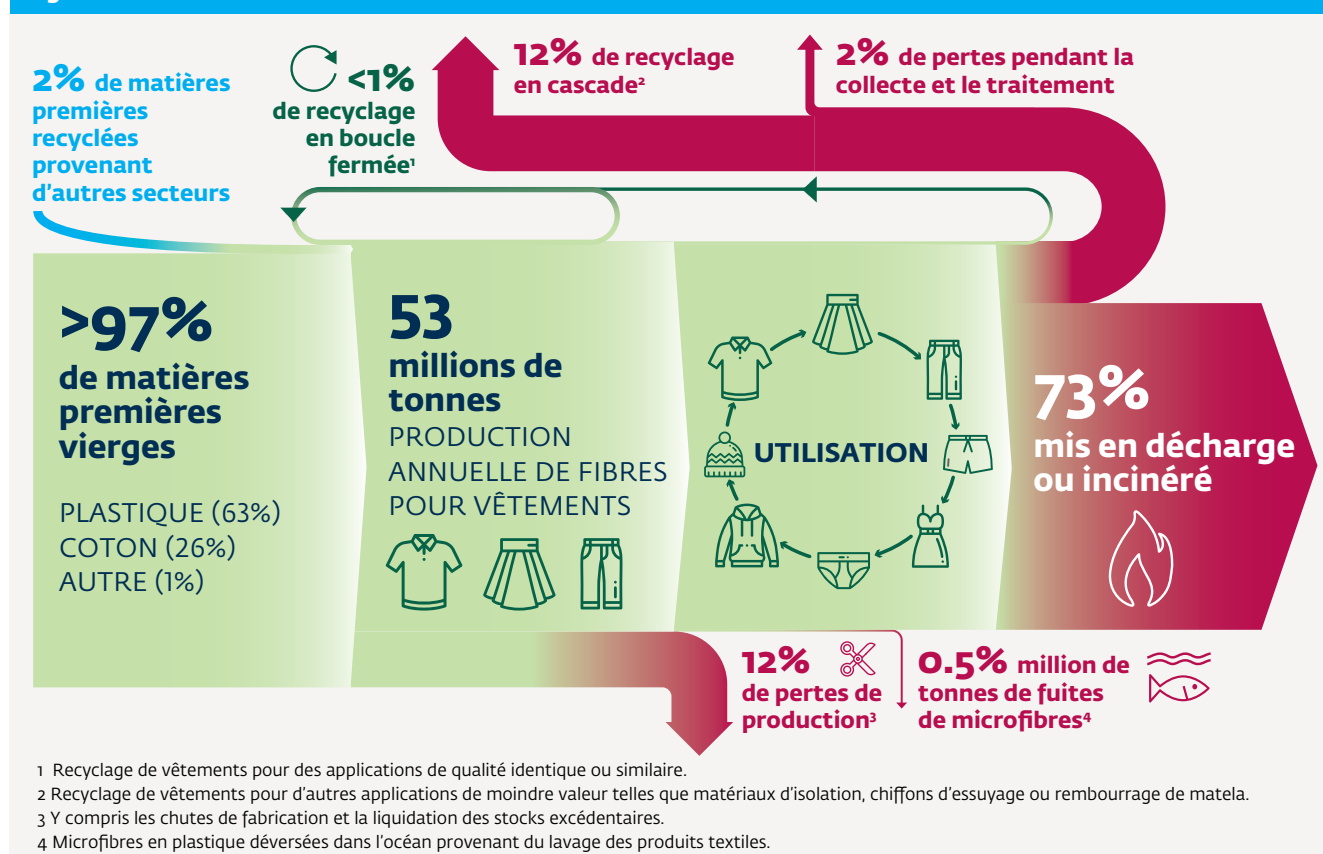
Le coût de ces déchets est exorbitant. On estime que la sous-utilisation des vêtements et le défaut de recyclage coûtent 500 milliards de dollars chaque année, sans compter les coûts environnementaux énormes liés à l'utilisation de l'eau et des engrais et aux émissions de gaz à effet de serre (GES) — estimées à 1,2 milliard de tonnes d'équivalent carbone en 2015, soit plus que les émissions provenant des transports aériens et maritimes internationaux².

Parmi les autres facteurs importants, citons l'utilisation de substances nocives pour les travailleurs et l'environnement, le rejet dans les océans de microfibres en plastique provenant du lavage de vêtements en nylon et polyester dérivés du pétrole, et les conséquences sociales de conditions de travail dangereuses et de bas salaires, entre autres.

De surcroît, le monde produit toujours plus de vêtements : 100 milliards d'unités ont été fabriquées en 2015, soit deux fois plus qu'en 2000. Cette augmentation est favorisée essentiellement par la mode éphémère, un modèle économique faisant référence à la « production rapide et à faible coût de vêtements de qualité inférieure »^{3,4}. Et les vêtements sont portés moins souvent : au cours de cette même période 2000-2015, le nombre de fois qu'un vêtement a été porté — son taux d'utilisation — a diminué de plus d'un tiers⁵.

Tous ces facteurs alimentent des flux mondiaux de matériaux qui engendrent d'énormes gaspillages, le secteur ayant recours en grande partie à des matières premières vierges et encore peu de matières recyclées.

Figure 1 : Flux mondiaux de matières utilisées dans l'industrie textile



Source : [A New Textiles Economy: Redesigning Fashion's Future](#), Ellen MacArthur Foundation. 2017. Modifié par l'IFC.

Encadré 1 : Qu'est-ce que la circularité et qu'implique t'elle pour l'industrie du textile ?

Selon un récent rapport du cabinet McKinsey, la circularité faisait partie des 10 grands axes thématiques de l'industrie de la mode en 2022¹⁰. Mais qu'est-ce que la circularité et comment s'applique-t-elle au secteur textile au sens large ?

En quelques mots, une économie circulaire est une économie qui ne produit pas de déchets en premier lieu, ce qui constitue une nette amélioration par rapport au modèle prédominant de production et de consommation qui consiste à « extraire-fabriquer-jeter ». Comme l'indique la Fondation Ellen MacArthur, l'économie circulaire repose sur trois principes de conception :

- Éliminer les déchets et la pollution ;
- Recycler les produits et les matériaux (à leur valeur la plus élevée) ; et
- Régénérer la nature¹¹.

La transition vers les énergies et les matériaux renouvelables est au cœur d'une économie circulaire. Ainsi décrite, l'économie circulaire dissocie « l'activité économique de la consommation de ressources limitées », en construisant un système résilient qui a une incidence positive sur la planète et qui contribue à remédier à certains des problèmes les plus urgents auxquels l'humanité est confrontée : le changement climatique, l'appauvrissement de la biodiversité, les déchets et la pollution¹².

Il importe de noter que le passage à un modèle de production circulaire ne se limite pas seulement à produire de l'énergie à partir de panneaux solaires installées sur les toits des usines ou à recycler les déchets textiles à grande échelle (bien que ces actions soient aussi essentielles). Plus fondamentalement, cela exige de l'industrie du textile qu'elle fabrique mieux avec moins de matières premières.

Les modèles de production circulaire joueront un rôle essentiel et favoriseront l'innovation dans les procédés de fabrication, de teinture et de réutilisation des matériaux. Ils encourageront également l'investissement dans de nouvelles technologies et équipements et permettront d'assurer la traçabilité tout au long du cycle de vie d'un produit.

Les fournisseurs capables de répondre à ces exigences trouveront un nombre croissant de marques désireuses de s'associer à eux, alors même que celles-ci doivent relever leurs propres défis — et pas des moindres — qui nécessitent une collaboration et une vision commune tout au long de la chaîne de valeur.

Aussi importante que soit la circularité, elle occupe toujours une place minoritaire, appliquée dans à peine plus de 8 % de l'économie mondiale, selon la CGRI (*Circularity Gap Reporting Initiative*)¹³. Doubler l'empreinte de l'économie circulaire à travers le monde en même temps que les pays mettent en œuvre leurs contributions déterminées au niveau national (CDN), qui sont leurs plans d'action pour réduire les émissions et s'adapter au changement climatique¹⁴, permettrait de maintenir la hausse de la température mondiale en dessous de 2 degrés Celsius, ajoute la CGRI¹⁵.

La production circulaire peut également engendrer des retombées financières considérables. Selon les calculs du Forum Economique Mondial, le passage du modèle « extraction-fabrication-décharge » à un modèle circulaire pourrait générer jusqu'à 4 500 milliards de dollars d'avantages économiques d'ici 2030¹⁶. La circularité est donc indispensable pour l'humanité — et est pleinement soutenue par des marchés tels que l'Union Européenne (UE). Les marques et les fabricants de textiles ont donc tout intérêt à se préparer en conséquence.

En ce qui concerne les marques et les fabricants de vêtements, la forte croissance de la production, qui devrait se poursuivre avec des ventes de vêtements triplant pour atteindre 160 millions de tonnes d'ici 2050⁶, a été extrêmement lucrative. Il est probable que cette tendance se poursuive : en 2016, le marché mondial de l'habillement (défini comme regroupant les vêtements et les chaussures destinés aux consommateurs) a généré près de 1 500 milliards de dollars de recettes ; d'ici à 2026, celles-ci devraient avoisiner les 2 000 milliards de dollars⁷.

Comme beaucoup d'autres secteurs d'activité, le textile mondial a jusqu'à présent réussi à occulter les effets externes négatifs de son modèle d'activité, à savoir les coûts pour les travailleurs, la société et l'environnement. Bien qu'il soit difficile de les calculer, ces coûts peuvent facilement se chiffrer en

dizaines de milliards de dollars par an. L'industrie du textile a également un impact considérable sur le climat, les filières du vêtement et de la chaussure étant responsables à elles seules d'au moins 8 % des émissions de GES⁸.

1.2 TOUT CHANGE : RAISON D'ÊTRE DE LA CIRCULARITÉ

Au vu de la situation présentée ci-dessus, l'industrie textile a besoin d'une refonte globale. Ou encore, comme l'a dit Leslie Johnston en 2019 alors qu'elle était à la tête de la Fondation C&A (aujourd'hui Fondation Laudes), il faut « changer le modèle économique sous-jacent de cette industrie mondiale complexe, et passer d'un système extractif à un système régénérateur »⁹. La circularité jouera un rôle important dans ce processus.

“Nous pouvons, si nous passons à des systèmes circulaires, réduire notre dépendance à l’égard des matières premières vierges. Et nous pouvons conserver la valeur intrinsèque des ressources qui ont servi à la fabrication des textiles, en les maintenant en usage plus longtemps.”

Karla Magruder, fondatrice d'Accelerating Circularity.

Un vétéran de l'industrie qui travaille pour une marque internationale de premier plan, et qui souhaite garder l'anonymat afin de s'exprimer librement, estime que le textile a besoin d'une réforme « radicale » pour réduire ses émissions de carbone et remédier à son impact sur le climat. Malgré ce besoin pressant, ajoute-t-il, les secteurs du textile et de l'habillement « sont encore attachés aux modes traditionnels de confection ».

« Cependant, beaucoup d'entreprises, y compris la nôtre, se sont fixé des objectifs assez audacieux », dit-il. « Par exemple, nous avons décidé que deux ou trois de nos produits parmi nos plus grosses ventes mondiales seront fabriqués selon un modèle circulaire d'ici 2025. Nous parlons-là de volumes énormes — et nous utiliserons des indicateurs de performance clés mesurables ».

Dans l'ensemble, cependant, le secteur de l'habillement commence à peine à réfléchir aux contraintes liées à la mise en place de systèmes circulaires et à la manière de construire ces derniers de manière évolutive.

L'essor des achats en ligne pendant la pandémie a partiellement mis en évidence ce que cela impliquerait. Ayant constaté qu'environ 40 % des vêtements achetés avaient été retournés, une grande société basée aux États-Unis s'est rendu compte qu'elle avait très peu de moyens de les recycler, ce qui est probablement représentatif de la situation de l'industrie à l'heure actuelle.

« Si l'on considère un modèle qui consiste à désassembler un vêtement, en retirer tous les composants et le réintégrer au processus de confection, cela représente beaucoup d'étapes », affirme le vétéran du secteur. Son entreprise a expérimenté en 2021 des systèmes visant à améliorer son approche du recyclage. Mais, bien que l'idée, sa conception et sa gestion aient été satisfaisantes, il a manqué les compétences techniques nécessaires pour produire les résultats souhaités.

« Ce à quoi nous devons faire attention, c'est d'ouvrir la porte aux retours de vêtements — que ce soit en magasin ou dans les centres de production — sans savoir ce que nous en ferons du point de vue commercial par la suite — cela risque devenir un véritable casse-tête », dit-il.

Éviter ce casse-tête, c'est ce que souhaite Karla Magruder, la fondatrice d'Accelerating Circularity, une organisation à but non lucratif dont l'objectif est de transformer les déchets textiles en matières premières à usage courant. Pour elle, bien que d'une importance capitale, la circularité ne représente qu'une partie des mesures à prendre par l'industrie pour assumer ses responsabilités climatiques.

« Les gens veulent trouver une réponse — par exemple la circularité. Pourtant, il n'y a pas de réponse unique ; et je pense que cela est extrêmement important », dit Mme Magruder. « Avec la circularité du textile en textile, nous parlons toujours de prendre des produits, de les recycler, puis d'en faire de nouveaux produits — mais il faudra encore utiliser de l'énergie, de la teinture et de l'eau. Donc, même si le modèle circulaire est formidable, il faut aussi [prêter attention] à notre consommation d'énergie et d'eau ; et le passage à la circularité ne changera pas totalement cette situation ».

Cela dit, ajoute-t-elle, « la circularité est vraiment importante ».

« Nous pouvons, si nous passons à des systèmes circulaires, réduire notre dépendance à l'égard des matières premières vierges. Et nous pouvons conserver la valeur intrinsèque des ressources qui ont servi à la fabrication des textiles, en les maintenant en usage plus longtemps. »

2. La dynamique de changement de l'UE

2.1 UNE DÉMARCHE QUI SE PRÉCISE

Dans le monde entier, certains des changements nécessaires sont en cours — même si, comme le note Mme Magruder, la circularité n'en est qu'à ses balbutiements.

Beaucoup d'autres changements sont prévus, sous l'impulsion en grande partie de l'EU, premier importateur mondial de vêtements en valeur¹⁷, dont le Pacte Vert (voir encadré 2) est au cœur de son ambition à faire de l'Europe le premier continent neutre en carbone d'ici 2050. L'accent mis sur la durabilité dans le Pacte Vert aura de profondes répercussions sur de nombreux secteurs d'activité, y compris le secteur textile.

Encadré 2 : Le Pacte Vert pour l'Europe

Le libellé du Pacte Vert, lancé en 2019, est sans ambiguïté : « Le changement climatique et la dégradation de l'environnement constituent une menace existentielle pour l'Europe et le reste du monde »¹⁸. Cette prise de conscience est à l'origine du passage de l'UE de mesures volontaires à des mesures obligatoires dans de nombreux domaines ces dernières années.

L'objectif du Pacte Vert pour l'Europe est de transformer l'UE en « une économie moderne, efficace dans l'utilisation des ressources et compétitive » qui, entre autres, mettra fin aux émissions nettes de GES d'ici 2050 et dissociera la croissance économique de l'utilisation des ressources¹⁹.

En d'autres termes, l'UE exige la circularité, et il est primordial que les exportateurs vers la troisième plus grande économie au monde (après les États-Unis et la Chine en termes de PIB²⁰) respectent ses règles en constante évolution sur la durabilité et la circularité.

Le Pacte Vert constitue un cadre global qui couvre un large éventail de domaines tels que le climat, l'énergie, l'environnement et les océans, le transport, l'agriculture et l'industrie, et devrait procurer de nombreux avantages (voir figure 2). Plusieurs de ces domaines auront une incidence directe sur le fonctionnement de l'industrie du textile.

Figure 2 : Les avantages du Pacte vert pour l'Europe



Source : Commission Européenne.

À plus court terme — ce qui est aussi d'un grand intérêt pour l'industrie mondiale du textile —, le bloc des 27 a adopté des propositions visant à faire en sorte que ses politiques relatives au climat, à l'énergie, au transport et à la fiscalité soient conçues de manière à réduire les émissions de GES d'au moins 55 % d'ici à 2030, par rapport au niveau des années 90²¹.

Le Plan d'action 2020 pour l'économie circulaire de l'UE et sa Stratégie pour des textiles durables et circulaires de 2022 (voir ci-dessous) sont des éléments constitutifs du Pacte Vert et revêtent une grande importance pour le secteur du textile.

Selon la Commission Européenne, la consommation de textiles dans l'UE constitue la quatrième source d'impact sur l'environnement et le changement climatique, après l'alimentation, le logement et les transports²².

Cela explique en grande partie pourquoi la Commission cible l'industrie textile comme secteur prioritaire. C'est ce qui ressort clairement de sa *Stratégie pour des textiles durables et circulaires*, un document de 14 pages qui, lorsque les législations pertinentes auront été adoptées par les organes de l'UE, redéfinira l'accès des marques et des fabricants au marché communautaire. Les entreprises qui ne sont pas en mesure de satisfaire à ses exigences finiront par se retrouver privées d'accès au bloc commercial des 27.

En mars 2022, la Commission Européenne adoptait sa *Stratégie pour des textiles durables et circulaires*, suite à l'adoption deux ans plus tôt, du [Plan d'action pour l'économie circulaire](#), l'un des éléments constitutifs du Pacte Vert qui encadrera la transition de l'UE vers une économie circulaire.

2.2 DE L'AMBITION À L'ACTION

Le Plan d'action pour l'économie circulaire a pour but de rendre « la quasi-totalité des biens physiques présents sur le marché de l'UE plus écologiques, plus circulaires et plus sobres en énergie tout au long de leur cycle de vie, englobant la conception, l'utilisation courante, la réaffectation et l'élimination des produits »²³.

L'objectif de la *Stratégie pour des textiles durables et circulaires*, qui s'inscrit également dans cette vaste initiative législative, est de faire en sorte que le secteur textile devienne plus vert, plus compétitif, et « plus résistant aux chocs mondiaux »²⁴.

À ce titre, la vision de la Commission est que d'ici à 2030, « tous les produits textiles mis sur le marché de l'UE seront durables, réparables et recyclables. Ils seront fabriqués dans une large mesure à partir de fibres recyclées, exemptes de substances dangereuses, et produits dans le respect des droits sociaux et de l'environnement »²⁵.

Mais, la Commission ne s'arrête pas là. Elle voudrait également faire en sorte que, d'ici à 2030 :

- La mode éphémère n'attire plus les consommateurs, et qu'elle perde de ce fait tout intérêt économique (le commissaire européen à l'environnement, Virginijus Sinkevičius, affirme que la Commission veut que la mode éphémère soit « passée de mode »²⁶. Étant donné la dépendance du Maroc à l'égard de la mode éphémère, cet objectif ne peut pas être négligé.)
- Les consommateurs utilisent plus longtemps des textiles de haute qualité, achetés à des prix abordables.
- Des services de réemploi et de réparation rentables soient largement disponibles.
- La circularité devienne la norme, et l'incinération des vêtements ou leur mise en décharge soient réduites au minimum.
- Les producteurs assument la responsabilité de leurs produits « tout au long de la chaîne de valeur, et qu'ils aient les capacités suffisantes pour recycler leurs produits et réduire au minimum l'incinération et la mise en décharge »²⁷.

Ce sont-là des objectifs ambitieux. Pour les atteindre, la Commission Européenne va définir un ensemble d'actions fondées sur les principes de circularité, à savoir : fixer des exigences de conception pour les textiles afin qu'ils durent plus longtemps et soient plus faciles à réparer et à recycler ; introduire un étiquetage plus clair sur les textiles et un passeport numérique pour les produits ; lutter contre l'écoblanchiment ; mettre un terme à la surproduction et à la surconsommation ; « décourager la destruction des textiles invendus ou retournés », notamment par le biais d'une proposition qui obligerait les marques à divulguer la quantité de marchandises invendues qui finissent dans les décharges ; gérer les déchets — un point important, étant donné que près de 6 millions de tonnes de textiles sont jetées chaque année dans l'UE ; et harmoniser les règles en matière de responsabilité élargie des producteurs (REP) dans l'UE²⁸.

En outre, étant donné que le Pacte Vert s'intéressera à l'empreinte carbone globale de tous les produits entrant dans l'UE, le mode de fabrication des produits textiles — y compris des fils et tissus utilisés — sera essentiel pour pérenniser l'accès au marché européen.

Un haut fonctionnaire de la Commission Européenne travaillant sur la stratégie pour le secteur textile affirme que cette stratégie fixe le cadre des futures initiatives législatives et, à ce titre, énonce les objectifs que la Commission souhaite atteindre.

« Nous avons commencé à travailler sur la législation, mais cela prendra du temps », dit-il, soulignant que la législation proposée doit encore être adoptée par le Parlement Européen et le Conseil de l'UE.

« Nous travaillons également avec les parties prenantes de l'écosystème du textile à la création d'un parcours de transition. L'objectif est de définir des actions spécifiques en vue de rendre l'écosystème plus durable et numérique, et de renforcer sa résilience », explique-t-il, ajoutant qu'un rapport d'orientation sera publié au premier trimestre 2023.

Selon ce fonctionnaire de la Commission, les ambitions de l'UE à l'horizon 2030, telles qu'énoncées dans la *Stratégie pour des textiles durables et circulaires*, sont claires, et plusieurs initiatives connexes sont en cours de préparation. Parmi celles-ci figure un projet de règlement sur l'écoconception pour des produits durables, qui établira des normes de conception contraignantes pour les produits textiles afin que ces derniers soient plus durables.

Permettre aux consommateurs de faire des choix plus durables est un aspect important de la stratégie européenne pour le textile. Dans ce contexte, le règlement sur l'étiquetage des produits textiles sera révisé pour y ajouter des éléments obligatoires. Parmi les actions énumérées dans l'*Annexe à la Stratégie pour des textiles durables et circulaires*, on peut citer la révision des critères du label écologique de l'Union, l'introduction d'un passeport numérique pour les produits textiles et l'adoption de mesures contre le rejet de microplastiques provenant de produits textiles.

Le fonctionnaire de la Commission affirme par ailleurs que bien que le libellé de la stratégie concernant les actions à mener soit naturellement formulé en des termes généraux, ces actions sont détaillées progressivement à mesure que les lois pertinentes sont rédigées et adoptées — par exemple, les exigences en matière d'informations sur les produits.

“À l'heure actuelle, très peu de règles s'appliquent aux produits textiles, en dehors des règles générales relatives aux produits et marchandises — donc ces normes doivent être très spécifiques et objectives pour permettre la surveillance et le contrôle du marché”

Fonctionnaire de la Commission Européenne

« Ces détails seront absolument essentiels — notamment pour des aspects comme la fiabilité, la durabilité et l'empreinte carbone », explique-t-il. « Si tous ces aspects doivent être abordés, le contenu exact des informations requises pour chacun devra être défini à la suite d'études techniques, de consultations et d'évaluations pointues. »

Une complication tient au fait qu'une partie de ce processus nécessitera des arbitrages.

De l'avis du fonctionnaire de la Commission, « l'un des aspects concernés est par exemple la teneur en matières recyclées — nous voulons que les produits contiennent des matières recyclées. Mais les acteurs de l'industrie nous disent — et cela est de plus en plus évident — que si l'on augmente la teneur en matières recyclées, la durabilité pourrait en pâtir ».

L'impact sur l'environnement est une autre source de complication. L'hypothèse selon laquelle les textiles synthétiques ont une empreinte environnementale plus importante que des matières naturelles comme le coton n'est pas toujours exacte.

« Le coton a également une forte empreinte environnementale », explique-t-il. « En revanche, les matières synthétiques présentent un potentiel accru de durabilité et de fiabilité. Des arbitrages sont donc nécessaires. »

Mais, bien que de nombreux détails ne soient pas encore définis et arrêtés, l'UE « ne va pas revoir ses ambitions à la baisse », déclare-t-il, ajoutant que celle-ci est soutenue par les États membres et le Parlement dans cette démarche.



Des retards sont néanmoins envisageables. Premièrement, la législation primaire doit être adoptée par le Parlement Européen et le Conseil de l'UE, « et il y a toujours un certain degré d'incertitude dans les débats entre les colégislateurs ». Cela dit, compte tenu du soutien affiché par les États membres, « nous ne nous attendons pas à beaucoup de surprises à cet égard ».

Deuxièmement, peu de normes disponibles actuellement peuvent étayer la législation.

« À l'heure actuelle, très peu de règles s'appliquent aux produits textiles, en dehors des règles générales relatives aux produits et marchandises — donc ces normes doivent être très spécifiques et objectives pour permettre la surveillance et le contrôle du marché », affirme le fonctionnaire de la Commission.

« Pour ce faire, nous avons besoin d'un grand nombre de normes de mesure, et de systèmes d'essai qui n'existent pas encore. Puis, des mandats de normalisation seront émis là où nous en aurons besoin », explique-t-il. « Préparés par des organismes de normalisation, ces mandats sont le résultat d'un travail très complexe et détaillé, qui pourrait aussi occasionner des retards. Il est tout à fait possible que, même lorsque l'acte délégué est adopté et entré en vigueur, son application sur le terrain soit retardée parce que les normes ne sont pas encore disponibles ou applicables. »

Malgré cela, 2030 « semble un horizon réaliste », ajoute-t-il, « même pour l'application sur le terrain... et si l'on prend en compte les décisions [du bloc], les exigences de normalisation et le délai que nous devons accorder à l'industrie en général pour s'adapter à la mise en œuvre. »

Et en ce qui concerne l'industrie du textile, ce fonctionnaire de la Commission affirme qu'elle est globalement favorable à l'initiative.

« Nous avons rencontré beaucoup d'intervenants du secteur du textile qui semblent très intéressés et qui comprennent clairement le problème », dit-il. « Ils veulent vraiment faire partie de la solution, pas du problème. »

Un de ceux qui sont enthousiasmés par ces changements est le vétéran du secteur interrogé dans le cadre de cette étude, qui affirme que les mesures prises par l'UE sont « la meilleure chose qui soit arrivée depuis que je travaille dans ce secteur — et de loin ». Au fil des ans, ajoute-t-il, il y a eu beaucoup de conjectures et de rumeurs sur ce qui allait se passer, mais rien de concret. La situation est en train de changer.

« La raison pour laquelle j'approuve cette réforme, c'est parce que c'est exactement ce dont le secteur a besoin pour aller de l'avant, parce que nous pouvons le faire — il en est de même pour l'industrie automobile. Le secteur peut y arriver s'il y est motivé, et la motivation c'est : vous ne pouvez pas accéder au marché si vous ne vous conformez pas à nos règles. »

En ce qui concerne le Maroc, la conclusion inéluctable est que le secteur doit s'arrimer au train de la circularité. Pour les entreprises des filières du textile et de l'habillement, les questions cruciales sont les suivantes :

- Quel impact auront sur elles les ambitions de l'UE ?
- Quelles mesures peuvent-elles prendre pour satisfaire aux exigences du plus grand marché d'exportation de produits textiles pour le Royaume chérifien ?

2.3 L'IMPACT POUR LE MAROC

L'industrie du textile est le moteur de l'économie marocaine : en 2021, elle représentait 15 % du PIB industriel et 11 % des exportations, et employait directement 200 000 personnes, dont 60 % de femmes (une considération importante étant donné que le Maroc affiche l'un des taux d'activité des femmes les plus faibles au monde)²⁹. Des centaines de milliers de personnes supplémentaires en bénéficient indirectement en fournissant des services à cette main-d'œuvre³⁰. L'industrie marocaine du textile est donc très importante du point de vue sociétal, économique et industriel.

La majorité de la production textile du Maroc est exportée, en majeure partie vers l'UE. Selon les derniers chiffres officiels pour les trois premiers trimestres de 2022, le Maroc aura exporté 3,8 milliards d'euros de textiles vers le bloc européen en 2022. Cela confirme la tendance positive des exportations qui a commencé après la crise de la COVID. En 2021, le Maroc a exporté 2,6 milliards d'euros de produits textiles vers les pays de l'UE, soit environ 18 % de plus que l'année précédente, ce qui se rapproche du record de 2,9 milliards d'euros atteint en 2019 avant le déclenchement de la COVID, selon Eurostat (la direction de la Commission chargée de l'information statistique)³¹.

Le Royaume a ainsi pu conquérir 2,4 % de parts du marché des textiles de l'UE³². Cependant, bien que les exportations de produits textiles vers le bloc européen aient augmenté de près de 40 % pour approcher les 2,9 milliards d'euros entre 2010 et 2019 (à l'exclusion des exportations vers le Royaume-Uni), la part du Maroc sur le marché de l'UE a diminué depuis 2007, passant de 3,1 % cette année-là à 2,4 % en 2021, selon les chiffres d'Eurostat fournis par l'AMITH (Association Marocaine des Industries du Textile et de l'Habillement), l'organisation professionnelle du pays³³.

Toutefois, si le Maroc parvient à se conformer à la réglementation de plus en plus contraignante de l'UE en matière de circularité et de durabilité, la Société Financière Internationale (IFC) estime qu'il pourra augmenter ses exportations vers l'Union et sa part de ce marché à mesure que les acheteurs modifient leurs stratégies d'approvisionnement et que les marques recherchent une plus grande proximité entre fournisseurs et magasins. Il est probable que cela s'applique aussi au marché américain, qui a importé pour 4,6 millions de dollars de produits textiles marocains en 2021³⁴.



L'AMITH considère la situation géostratégique du Maroc au carrefour de l'Europe, des États-Unis et de l'Afrique comme l'un des deux atouts majeurs de ce pays, l'autre étant ses compétences reconnues dans la fabrication de vêtements et de linge de maison³⁵. En même temps, l'AMITH reconnaît que l'industrie marocaine du textile doit améliorer sa résilience à certains égards, notamment :

- En diversifiant sa clientèle : l'Espagne et la France représentent près de 80 % des exportations de produits textiles marocains vers l'UE.
- 85 % des matières premières utilisées sont importées.
- La sous-traitance, qui représente environ 60 % de la production³⁶.

L'AMITH a réalisé son évaluation du marché après que la pandémie de COVID-19 a mis en évidence la vulnérabilité du secteur marocain du textile face à des chocs extérieurs violents. Ce faisant, elle a constaté notamment que le Maroc a plus souffert de la pandémie que les autres pays en raison de sa dépendance excessive à l'égard de deux des marchés les plus durement touchés : l'Espagne et la France.

Pour l'AMITH, l'industrie marocaine du textile doit faire sa mue et devenir plus durable pour surmonter ses multiples défis et stimuler sa compétitivité. Elle a détaillé les étapes nécessaires pour atteindre cet objectif d'ici 2035 dans sa stratégie intitulée « Dayem » (qui signifie « durable » ou « viable » en arabe).

Fatima-Zohra Alaoui, directrice générale de l'AMITH, explique que le nom Dayem fait référence à la nécessité pour le secteur textile d'assurer sa viabilité sur les plans social, économique et environnemental, « mais aussi dans le temps ».

« L'industrie marocaine est très ancienne et a traversé tant de crises. On nous a maintes fois enterrés, mais nous sommes toujours debout, et nous avons l'intention de rester un secteur stratégique pour le pays pendant très longtemps », affirme-t-elle.

La stratégie Dayem met en avant plusieurs facteurs qui, ensemble, créent des possibilités. Elle attire particulièrement l'attention sur les taxes carbone en Europe et la montée en puissance de la durabilité et de l'éthique dans la mode. Ainsi que sur les innovations associées à l'approche du Textile 4.0, qui fait référence à l'utilisation d'usines intelligentes capables, par exemple, de fabriquer des articles sur mesure, de meilleure qualité et à un prix concurrentiel³⁷. Ce qu'il est important de noter, étant donné également que les déchets constituent une priorité pour l'UE, c'est que dans le secteur des textiles durables, des usines intelligentes peuvent garantir une production sans déchet³⁸.

Même si une telle production contribuerait dans une certaine mesure à satisfaire aux exigences de l'UE, l'approche du bloc est plus large : en ce qui concerne les produits finis, par exemple, l'UE a déclaré qu'elle pourrait exiger des marques qu'elles publient le nombre de produits invendus ou retournés qui sont mis au rebut, et pourrait même imposer des « interdictions de destruction de produits invendus, y compris, le cas échéant, de textiles invendus ou retournés »³⁹.

En d'autres termes, la gestion durable des déchets produits à chaque étape de la chaîne de valeur est au cœur d'une économie circulaire. Dans la fabrication de produits textiles, cela implique d'éliminer les pertes importantes de tissus enregistrées pendant la production sous forme de chutes — un sujet que l'IFC souhaite aborder au Maroc (voir encadré 3).



Encadré 3 : Élimination des déchets de la salle de coupe

Le traitement des déchets à toutes les étapes du processus de fabrication de produits textiles est un élément clé de la construction d'une économie circulaire et d'une industrie plus durable.

Dans cette optique, l'IFC s'intéresse d'abord aux déchets postindustriels — c'est-à-dire aux chutes de la salle de coupe, particulièrement lorsque celles-ci sont faites de coton et d'autres intrants à base de fibres végétales.

Une étude réalisée dans la région de Tanger, plaque tournante de l'industrie marocaine du textile, a permis d'évaluer le mode de collecte et de tarification de ces déchets, ainsi que leur potentiel de commercialisation au niveau local. Cette étude — qui estime qu'environ 15 % des matières premières sont gaspillées⁴⁰ — rentre dans le cadre des objectifs de l'IFC d'appuyer le développement de cette nouvelle chaîne de valeur afin d'assurer la circularité dans le secteur marocain du textile.

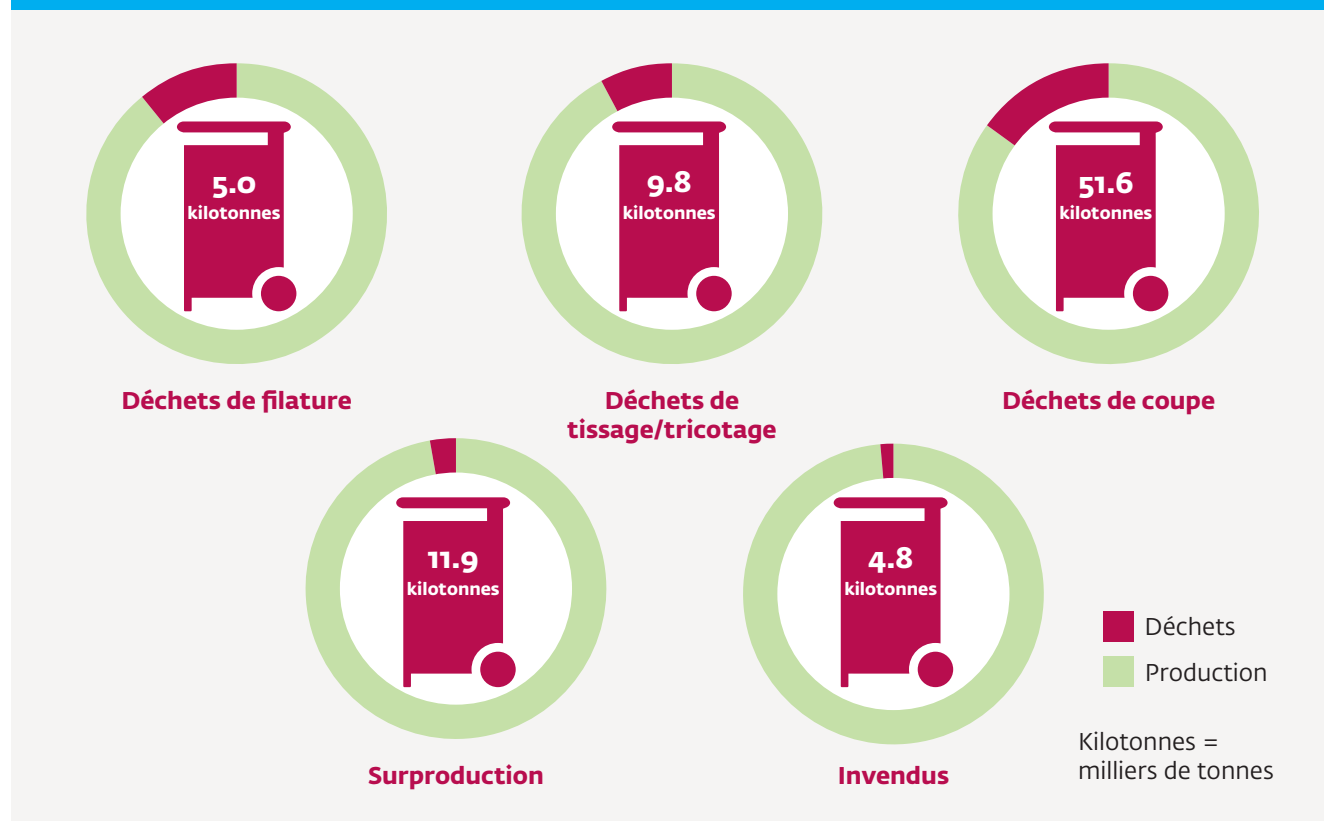
En outre, sur la base des conclusions de cette étude, un projet va être entrepris pour appuyer les travaux de développement du marché en vue de renforcer la chaîne d'approvisionnement en intrants issus de déchets postindustriels.

Ainsi, l'IFC et les acteurs locaux peuvent commencer à bâtir une économie circulaire pour le textile au Maroc, qui a des effets positifs sur l'ensemble de l'écosystème et place le secteur en position de force pour répondre aux exigences de l'UE, dont certaines pourraient entrer en vigueur dès 2026.

La quantité de déchets produits par l'industrie marocaine du textile a été décrite dans une étude réalisée en 2021 par l'ONUDI et SwitchMed, un programme financé par l'UE pour promouvoir la durabilité dans la région méditerranéenne. Cette étude a constaté que le Royaume du Maroc produit

83 200 tonnes de déchets textiles par an, dont les trois quarts sont attribuables à deux régions uniquement : Tanger et Casablanca⁴¹. L'essentiel de ces déchets, soit près de 52 000 tonnes, provient de la salle de coupe (voir figure 3).

Figure 3 : La frugalité protège du besoin : déchets textiles mesurés par secteur au Maroc



Source : Textile waste mapping in Morocco and Tunisia, SwitchMed & UNIDO. 2021.

Si le quart des déchets textiles est constitué de fibres pures, a révélé l'étude, près de la moitié est faite de coton mélangé, qui est plus difficile à évaluer. L'étude a conclu que la majeure partie des déchets pourrait être recyclée en mettant en place des chaînes modernes de déchiquetage. Il a toutefois été difficile de déterminer la situation actuelle du Maroc, car il existe peu d'informations sur les usines et capacités de recyclage, ainsi que sur les structures de collecte de déchets. À l'évidence, l'amélioration de cette situation permettrait de renforcer la circularité.

2.4 SOLUTIONS AUX TROIS GRANDS DÉFIS DU SECTEUR DU TEXTILE AU MAROC

Bien que la gestion des déchets soit d'une importance capitale, l'industrie marocaine du textile doit également s'attaquer à toute une série de défis d'ordre structurel et liés aux capacités et compétences, dont trois attirent particulièrement l'attention.

Le premier consiste à aller au-delà du modèle coupe-assemblage-finition (CMT, « Cut, Make and Trim ») selon lequel les tissus sont importés (généralement d'Asie ou de Turquie) avant d'être coupés et assemblés localement, puis exportés. Cette démarche est déjà en cours, explique Mme Alaoui de l'AMITH, dont l'organisation aide le secteur à passer du modèle CMT à un système de production de bout en bout (FPP, « Full Package Production ») en gérant une école d'ingénierie et de stylisme qui renforce les compétences locales.

Ce n'est que l'une des mesures adoptées par l'AMITH. D'autres mesures consistent à organiser des salons commerciaux, à appuyer des missions commerciales pour rencontrer des acheteurs à l'étranger, et à remédier aux contraintes financières liées au passage du modèle CMT au modèle FPP — cette dernière approche exigeant d'investir en amont pour acheter des tissus et d'autres articles de la chaîne de valeur.

« Nous travaillons également avec le Gouvernement marocain à fournir aux prestataires et fournisseurs une garantie supplémentaire pour réduire le risque financier auquel ils s'exposent en cas de défaut de paiement de leurs clients », dit-elle. « Fondamentalement, nous nous employons à répondre à toutes les questions liées au risque et à combler les lacunes pour faire en sorte que cette transition de la CMT à la production FPP soit couronnée de succès. »

L'abandon du modèle CMT qui, compte tenu des observations de l'UE concernant la mode éphémère pourrait s'avérer crucial, nécessitera également de relever un deuxième défi : l'absence d'une filière locale en amont de la chaîne de valeur. À l'heure actuelle, le Maroc importe une grande partie de ses intrants — dont la longue liste comprend fil, tissus, accessoires, etc. L'essentiel de ces articles provient d'Asie (bien qu'une grande partie soit également importée de Turquie), et les longs délais d'approvisionnement réduisent l'avantage de la proximité du Maroc avec l'Europe.

“Les industriels marocains attendent que l'UE précise ce qu'on attend véritablement d'eux avant de se pencher sur la question et de commencer à prendre les mesures qui s'imposent.”

Mme Alaoui, AMITH

Il est donc crucial que le Maroc investisse dans les filières en amont de la chaîne de valeur, comme la filature, le tissage et le tricotage, la teinture et l'impression, pour ne citer que celles-ci. De l'avis de Mme Alaoui, étant donné que le Royaume ne possède pas cette capacité, la développer constitue une opportunité, parce que ce processus devrait partir de zéro pour aboutir à une filière amont totalement durable.

« Il est probablement plus facile aujourd'hui de commencer à pied d'œuvre, compte tenu de toutes les exigences introduites actuellement par l'UE, que d'essayer de moderniser un édifice existant pour satisfaire à ces exigences », déclare Mme Alaoui. « Donc, pour moi, c'est une réelle opportunité. »

En outre, un tel système assurerait une traçabilité totale de la chaîne de valeur pour les fournisseurs, ce qui leur fait souvent défaut, et qui constituera une des exigences de la réglementation européenne. Pour s'assurer de la circularité et de la durabilité de l'amont, Mme Alaoui a eu des discussions avec les autorités concernant la création de nouvelles zones industrielles qui fourniraient, par exemple, des énergies renouvelables ou des services de traitement et recyclage des eaux usées.

L'établissement de filières locales qui s'intègrent dans la chaîne de valeur est à son tour lié à un troisième défi qui touche à l'approvisionnement en matériaux. Les dispositions strictes de l'UE concernant ce qu'on appelle la « transformation » impliquent que le Royaume ne tire pas pleinement avantage de l'accord de libre-échange qu'il a conclu avec l'Europe aux conditions offertes via la zone paneuro-méditerranéenne⁴².



“L’industrie de l’habillement génère trop de déchets, mais si nous pouvons amener les fabricants à trier systématiquement leurs déchets de coupe par couleur, par matière, et à les envoyer aux usines de recyclage pour en tirer des fils, eh bien, cela pourrait être fait très rapidement.”

Mme Alaoui, AMITH

En vertu des règles d’origine de la zone paneuro-méditerranéenne, les vêtements fabriqués au Maroc, par exemple, doivent généralement se conformer à ce qu’on appelle la règle de la double transformation. Cela signifie que « deux étapes substantielles de production » d’un vêtement doivent avoir lieu dans les pays de la zone paneuro-méditerranéenne pour que ce vêtement soit reconnu comme d’origine préférentielle⁴³. Ainsi, pour qu’une chemise fabriquée au Maroc réponde aux critères susmentionnés, il faut que le tissu utilisé ait été tissé dans un pays de la zone — parce que la coupe et la couture ont eu lieu au Maroc. Toutefois, si le tissu provient d’Asie, la règle de la double transformation n’est pas respectée, et les vêtements concernés ne bénéficient donc pas d’un accès préférentiel à l’UE.

Pour éviter de payer les 12 % de droits perçus sur les produits qui ne respectent pas la règle de la double transformation, le Maroc importe ses intrants de Turquie, indique Mme Alaoui, ce qui rend l’industrie locale dépendante dans une certaine mesure de ce pays, qui est également l’un des principaux concurrents du Royaume dans la fabrication de vêtements pour le marché de l’UE. Une chaîne d’approvisionnement locale éliminerait cette dépendance et garantirait au Maroc d’éviter de payer ces droits, dit-elle, ajoutant que les discussions avec l’UE pour supprimer la taxe sur la valeur ajoutée marocaine en cas d’utilisation de tissus non originaires sont dans une impasse.

Si l’industrie marocaine parvient à relever ces trois défis, cela voudrait dire qu’elle comprend ce que l’UE exige d’elle et les actions qu’elle doit mener pour conserver l’accès à ce marché. Cependant, il apparaît que de nombreux acteurs ne comprennent pas pleinement ce qui est attendu d’eux, compte tenu du manque de clarté de l’UE jusqu’à présent sur les détails et les délais. D’où l’inaction.

« Les industriels marocains attendent que l’UE précise ce qu’on attend véritablement d’eux avant de se pencher sur la question et de commencer à prendre les mesures qui s’imposent », explique Mme Alaoui.

Pour elle, le Maroc devrait considérer la promotion de la circularité au sein de l’UE comme une occasion pour le Royaume de se démarquer, et non comme une menace. Et donc en profiter pour investir dans l’innovation et la technologie afin de renforcer l’avantage concurrentiel du pays et consolider davantage son avantage géographique.

« Parce que c’est dans ces domaines que le Maroc peut avoir une réelle valeur ajoutée — ce n’est plus tant le coût de la main-d’œuvre qui compte désormais. Nous devons passer à autre chose et apporter des solutions concrètes aux acheteurs », dit Mme Alaoui.

Un tel changement de mentalité permettrait aussi au secteur de progresser dans le recyclage des déchets.

« L'industrie de l'habillement génère trop de déchets, mais si nous pouvons amener les fabricants à trier systématiquement leurs déchets de coupe par couleur, par matière, et à les envoyer aux usines de recyclage pour en tirer des fils, eh bien, cela pourrait être fait très rapidement », dit-elle. « Et cela ne leur coûterait pas cher. Ce sont-là de petites actions qu'on pourrait entreprendre, mais qui pourraient avoir une grande valeur ajoutée plus tard, compte tenu de ce qui s'annonce. »

En fin de compte, dit Mme Alaoui, l'industrie ne devrait pas se reposer sur ses lauriers, qui tiennent à sa situation géographique, parce que ses concurrents agissent déjà. En fait, indique-t-elle, la position du Maroc en tant que premier producteur d'énergie renouvelable lui fournit d'autres atouts pour distancer ses poursuivants.

« Si nous parvenons à réduire la facture énergétique, non seulement cela nous récompenserait en rendant notre production plus durable, mais cela nous permettrait également de faire des économies considérables », affirme Mme Alaoui. « Et nous savons tous que l'amont de la chaîne de valeur — filature, tissage, tricotage — est très énergivore. »

Selon une source basée à Bruxelles et ayant des liens étroits avec l'industrie du textile, le règlement de la question de la double transformation profitera grandement au Maroc.

« Le défi consistera à se préparer à cette deuxième transformation des produits textiles, donc à ne pas acheter autant en Asie et à faire les dernières finitions au Maroc. Le Royaume doit se tenir prêt », dit-elle. « Pour cela, il doit également réorganiser sa chaîne d'approvisionnement. Donc, à plus long terme, il a intérêt à s'approvisionner en intrants au-delà de ses fournisseurs traditionnels, peut-être en s'intéressant plus à l'Afrique. »

L'industrie, ajoute-t-elle, devra probablement faire face à d'autres obligations de diligence raisonnable. Et, note-t-elle, la dépendance à la mode éphémère « n'est pas une démarche très durable », au moment où les acheteurs et les marques demandent des garanties d'un meilleur contrôle tout au long de la chaîne d'approvisionnement.

De plus, le Maroc devra renforcer ses mesures de protection de la propriété intellectuelle — un sujet qui préoccupe particulièrement les entreprises américaines. En effet, la protection insuffisante des droits de propriété intellectuelle a été signalée



en 2022 par le Bureau du représentant des États-Unis pour le commerce comme étant l'une de ses principales préoccupations en ce qui concerne le commerce et l'investissement au Maroc⁴⁴.

« Le défi pour le Maroc sera de cibler un certain nombre de filières du textile dans lesquelles il a un avantage comparatif ou le potentiel pour », explique la source de Bruxelles, ajoutant que cela pourrait avoir trait, par exemple, aux textiles pour les secteurs automobile ou médical. La mode éphémère, cependant, a moins de chance d'être porteuse, compte tenu des efforts déployés par l'UE pour promouvoir un secteur textile plus durable.

Bien que le Maroc intègre progressivement la circularité dans sa politique économique, il n'a pas encore réussi à créer les conditions pour la rendre effective, notamment en formalisant les systèmes de traçabilité et de collecte de déchets.

Les parties prenantes devraient donc chercher à voir dans quelle mesure l'UE peut y contribuer. La délégation de l'UE au Maroc a fait savoir qu'en ce qui concerne le secteur du textile, son assistance a été sollicitée pour un seul projet — alors qu'elle est disposée à aider le Royaume à mettre en place des mécanismes pour le recyclage, par exemple, et pour des aspects connexes comme la préparation de rapports.

3. Principales étapes vers un avenir circulaire

Certes, la liste des défis et les nouvelles exigences de l'UE peuvent sembler redoutables, mais elles sont gérables. Il est encourageant de noter que les autorités et les acteurs du textile au Maroc sont pleinement conscients de la nécessité de changement et des actions à mener pour y arriver. Ce qui est moins bien compris, ce sont les étapes à suivre, et c'est ce qui fait l'objet de cette section.

3.1 DOMAINES D'ACTION PRIORITAIRES

Selon un fonctionnaire de la Commission travaillant sur la stratégie pour le textile, l'essentiel est de se concentrer sur ce qui aura une incidence directe sur l'industrie marocaine. Comme il l'explique, certains objectifs décrits dans la stratégie et dans l'annexe qui l'accompagne s'appliquent davantage aux entreprises établies dans l'UE et aux acheteurs de l'UE qu'aux fabricants de pays comme le Maroc. Le recyclage au sein de l'Union et l'autonomisation des consommateurs, par exemple, concernent en grande partie l'exploitation et la commercialisation à l'intérieur du marché unique.

D'après lui, la législation relative à l'écoconception et à l'étiquetage, qui est la principale initiative législative qui aura des répercussions pour les exportateurs marocains, est nettement plus importante.

« Bien que, par définition, elle n'intéresse pas les pays tiers — puisqu'elle s'applique au marché intérieur —, le fait est qu'elle se rapporte aux produits vendus sur le marché intérieur », explique-t-il. « Par conséquent, il y a un effet d'entraînement pour les fabricants du monde entier et pour les pays tiers qui participent aux chaînes d'approvisionnement mondiales à destination de l'UE. »

Étant donné qu'il y a toutes les raisons de croire que l'objectif de mise en œuvre complète de la stratégie à l'horizon 2030 en vertu du droit européen sera atteint, des pays comme le Maroc n'ont plus beaucoup de temps pour agir sur les aspects qui les interpellent, au premier rang desquels est l'écoconception.

Les critères d'écoconception sont décrits dans le Règlement sur l'écoconception pour des produits durables (ESPR), qui est au cœur de la mise en œuvre de la stratégie de l'UE. Ce règlement, dont le texte juridique était en discussion

au Parlement Européen et au Conseil de l'UE en novembre 2022, et qui couvre bien plus que les produits textiles, établit un cadre général permettant de fixer des exigences en matière d'écoconception, notamment pour des groupes de produits spécifiques. À ce titre, il sera possible de prescrire des règles à suivre en matière de performance et d'information, et — s'agissant particulièrement de l'information — pour le passeport numérique.

« Le principal outil de mise en œuvre des exigences d'écoconception est le passeport numérique », dit-il. « Il s'agit essentiellement d'un outil de traçabilité par lequel tous les opérateurs économiques — à commencer par les fabricants et même les producteurs de matières premières en quelque sorte — devront fournir des informations au système informatique sur lequel tout sera enregistré. »

Ces informations ont trois destinataires : les entreprises elles-mêmes, afin qu'elles puissent s'assurer que leur chaîne d'approvisionnement réponde aux exigences de l'UE ; les autorités compétentes pour la surveillance du marché, les pays tiers ayant un lien dédié spécifiquement au contrôle douanier ; et les consommateurs qui pourront voir des informations sur le produit textile qui les intéresse — d'où il provient, dans quelle mesure il respecte l'environnement, et ses caractéristiques — via un identifiant unique de type code QR, par exemple.

« Pendant que nous passons en revue la réglementation sur l'étiquetage des produits textiles, nous réfléchissons à la possibilité d'y inclure — sur une base obligatoire — l'étiquetage de ce que nous appelons les aspects de durabilité et de circularité », déclare le fonctionnaire de la Commission. « L'étiquetage devra se fonder sur les informations figurant sur le passeport numérique (DPP). »

Bien que les nouvelles règles relatives à l'accès au marché de l'UE exigent une certaine préparation de pays comme le Maroc, qui peut prendre les devants en lisant le Règlement sur l'ESPR, dit-il, le projet de texte concernant les aspects des produits qui y figureront est déjà accessible, et la stratégie et le ESPR « énoncent à peu près ce que nous sommes sur le point de faire ».

« En lisant le ESPR, par exemple, vous saurez ce qui sera exigé de votre entreprise au titre du passeport numérique — la



traçabilité notamment —, de sorte que les usines peuvent commencer à mettre en place ce système de communication tout au long de la chaîne d'approvisionnement qui les concerne», explique-t-il. «Je ne dirai pas qu'ils peuvent commencer à acheter le matériel informatique dont ils ont besoin pour la mise en œuvre, parce que les détails à ce sujet feront peut-être aussi l'objet d'un acte délégué, mais ils peuvent commencer à se préparer de diverses façons.»

La date d'entrée en vigueur est l'un des aspects qui n'a pas encore été déterminé. Et, ajoute-t-il, la Commission devra également mettre en balance les besoins de protection de l'environnement et la nécessité pour le secteur de s'adapter au changement. Au bout du compte toutefois, il ne s'attend pas à ce que ces aspects aient une incidence sur l'objectif de mise en œuvre complète à l'horizon 2030.

Dans un an ou deux, affirme le fonctionnaire, les industriels marocains devraient veiller à participer activement aux consultations de la Commission Européenne relatives aux changements annoncés — la consultation sur le passeport numérique devant démarrer sous peu —, parce qu'«ils ont certainement un rôle à jouer pour déterminer quelles règles s'appliqueront à eux».

«Ensuite, ils peuvent commencer à se préparer de diverses manières pour se conformer plus facilement à cette législation. Celle-ci ne doit pas apparaître comme un choc réglementaire qui les frappe autour de 2028», explique-t-il. «En d'autres termes, ils doivent être attentif aux consultations et aux informations diffusées en détail par la Commission.»

3.2 TIRER LE MEILLEUR PARTI DES ATOUTS DU MAROC

Comme l'a fait savoir l'AMITH, l'un des principaux atouts du Maroc est sa situation géographique à la porte de l'Europe. Les répercussions de la COVID-19, le changement climatique, le passage à l'économie circulaire, les perturbations logistiques mondiales et les nouveaux modes de consommation poussent de plus en plus les marques à re-localiser leur production. Ces facteurs, associés à l'industrie textile bien établie et flexible du Maroc, placent d'emblée le Royaume en position de force.

Un autre atout est qu'à l'instar du passage à la technologie mobile, lorsque les pays qui ne disposaient pas de services de téléphonie fixe ont pu améliorer rapidement leurs communications en se dotant d'émetteurs mobiles, le Maroc peut bénéficier d'une transformation semblable dans le secteur du textile. En effet, le Royaume pourrait s'employer à développer les filières amont qui lui font défaut, notamment la filature et la fabrication de tissus. Ce faisant, il peut transformer ce qui a longtemps été un handicap (l'absence d'une telle capacité) en un atout en dotant sa chaîne d'approvisionnement d'une composante à la pointe du progrès (intégrant des usines de recyclage efficaces) qui contribuerait grandement à répondre aux besoins de l'UE en matière de circularité, de durabilité et de transparence.

Pour Mme Alaoui, une chaîne d'approvisionnement locale aiderait le Maroc à plusieurs égards, notamment en améliorant les mesures de durabilité environnementale dans le secteur du textile. Cela garantirait la traçabilité et contribuerait

“En tant que pays producteur, le Maroc doit pouvoir déterminer ce qui compose ses déchets postindustriels (teneur en fibres, couleurs, contexture des tissus) afin de les intégrer dans une économie circulaire.”

Mme Magruder

à réduire l'empreinte carbone, car il n'y aurait pas besoin d'exporter les tissus et autres intrants à travers le monde.

Un point positif, ajoute-t-elle, est que le Maroc s'en sort plutôt bien dans d'autres domaines, surtout parce qu'il exporte jusqu'à 80 % de sa production, « ce qui signifie que nous sommes constamment audités par nos clients » sur le plan de la conformité sociale.

« La conformité sociale ne pose donc pas véritablement un problème », affirme-t-elle. « Nous pourrions toujours faire mieux — je veux dire, il y a toujours des aspects à améliorer — mais nous sommes assez avancés sur ce point. »

L'industrie textile marocaine a l'habitude d'investir dans des solutions durables, notamment « dans de nouvelles technologies de type ozone, e-Flow et laser pour le jean, dans des usines de recyclage de l'eau, etc. », explique Mme Alaoui.

S'il est vrai que des améliorations dans ce large éventail de domaines favoriseraient la circularité dans l'industrie du textile, leur réalisation nécessite des investissements — ce qui est de plus en plus difficile dans un monde où les prix des intrants augmentent alors que les prix d'achat diminuent, où il existe un déséquilibre des forces manifeste entre les marques et les fabricants, et où les consommateurs sont réticents à payer plus.

D'après Mme Alaoui, il serait judicieux de commencer par adopter une réglementation qui corrige ces déséquilibres et soulage les fabricants, notamment en imposant des contrats en lieu et place du système actuel de simples commandes passées par téléphone. En outre, il faudrait mettre en place des systèmes d'aide aux fournisseurs, et la réglementation devrait disposer que les acheteurs et les marques sont responsables non seulement vis-à-vis de leurs fournisseurs de niveau 1, mais aussi des fournisseurs moins visibles en aval de la chaîne.

« Sinon, les acheteurs ne répondraient pas des fournisseurs de niveau 2 et 3 », affirme-t-elle. « Et les pratiques ne changeraient pas, parce qu'ils ne seraient responsables que vis-à-vis des fournisseurs avec lesquels ils ont des contrats, mais qui sont très peu nombreux. »

Actuellement, d'après Mme Alaoui, on dit simplement aux fabricants qu'ils doivent se conformer ou ils risquent de perdre leur accès au marché.

« Vous devez être conformes, ce qui signifie que vous devez réaliser les investissements nécessaires pour assurer la traçabilité, la durabilité, etc., afin que [les acheteurs] puissent vérifier que vos produits sont effectivement durables. Mais devinez quoi, nous n'allons pas vous aider financièrement. Et nous ne pouvons pas augmenter les prix parce que les consommateurs ne veulent pas payer plus », déclare-t-elle.

Cette approche, ajoute-t-elle, pourrait et devrait être améliorée. Toutefois, avec une aide appropriée à l'intérieur du Maroc et à l'étranger, et un secteur dont les participants sont bien disposés, il y a une fenêtre d'opportunité que le pays peut et doit saisir, mais il faudra avant tout s'assurer que l'industrie utilise un modèle circulaire.

« Tout le monde voit ce modèle économique comme une contrainte, comme un problème, peu importe les dispositions réglementaires qui sont proposées », déclare Mme Alaoui. « Je pense que les acteurs du secteur doivent plutôt y voir une opportunité. Puis, il y a des choses qui doivent être faites rapidement, sans difficultés, et qui ne sont pas très coûteuses. »

Comme le relève Mme Magruder d'Accelerating Circularity, l'industrie marocaine du textile a encore du chemin à faire pour devenir circulaire. Mais ses concurrents aussi sont dans la même situation, alors qu'ils ne possèdent pas certains de

ses atouts. Compte tenu de la position du Maroc en tant que pays manufacturier, Mme Magruder estime qu'un bon point de départ consisterait à gérer ses déchets textiles, qui se répartissent en deux catégories : les déchets postindustriels et les déchets pré-consommation (les invendus).

Les déchets postindustriels désignent les chutes résultant de la coupe de piles de tissu pour réaliser les modèles voulus. Ils varient en fonction du type de fibre, le rapport ONUDI/SwitchMed estimant qu'ils représentent environ 15 % des déchets de coupe⁴⁵. En revanche, on parle de déchets pré-consommation lorsqu'une usine fabrique des vêtements et que la marque n'en veut plus — « la matière première a été transformée, mais le produit n'a pas été vendu au détail », explique Mme Magruder.

D'après elle, ces deux types de déchets offrent d'excellentes opportunités pour la réalisation d'initiatives circulaires au Maroc, le recyclage mécanique de textile à textile étant le point de départ idéal.

« Le recyclage mécanique consiste à collecter ces textiles (tissus et chutes) résiduels et à les trier pour s'assurer qu'ils sont classés par fibre, couleur et contexture du tissu », affirme-t-elle. « La capacité à trier les déchets en fonction de ces critères détermine le produit qui peut être fabriqué et sa qualité. »

Dans la forme basique du recyclage mécanique, les déchiqueteuses transforment le tissu en lorette, qui est utilisée dans des articles comme le feutre et dans du matériau d'isolation. L'option la plus avancée nécessite d'investir dans une solution de recyclage mécanique « doux » de meilleure qualité, qui déchiquette le textile et l'effiloche en des fibres plus longues. Ces fibres, qui sont par ailleurs plus solides, ont une plus grande valeur et peuvent être réutilisées de bien d'autres manières.

« En tant que pays producteur, le Maroc doit pouvoir déterminer ce qui compose ses déchets postindustriels (teneur en fibres, couleurs, contexture des tissus) afin de les intégrer dans une économie circulaire », déclare Mme Magruder.

En d'autres termes, la circularité commence par une réflexion autour du système à mettre en place du producteur au recycleur : la méthode de collecte du matériau, la mesure dans laquelle celui-ci est trié dans les usines (ce qui est relativement facile à faire pour les déchets textiles postindustriels), et la manière dont il est séparé et regroupé. De cette façon, le recycleur peut savoir quels volumes de tissu il peut obtenir, comment il les recevra et à quelle fréquence.

« Au Maroc, [ce système] peut impliquer plusieurs usines, ou autant d'usines que possible au niveau régional, pour assembler ces matériaux de façon à ce qu'ils puissent être livrés à un recycleur », affirme-t-elle.

Une fois sortis du recyclage, les textiles doivent être filés, localement ou à l'étranger, en fonction des capacités disponibles, ce qui inclut la capacité de cardage du fil, qui dans ce cas est différent du cardage des fibres vierges. Ensuite, il faut disposer de la capacité à produire du tissu à partir de ce fil.

Dans le cas du Maroc, qui est essentiellement un pays manufacturier ne produisant pas de fibres, Mme Magruder explique que cette capacité pourrait être développée localement, dans une certaine mesure, afin de mettre en place une filière circulaire nationale de tissus. Une approche plus simple, ajoute-t-elle, concerne le tricot circulaire. Pour celui-ci, les machines sont relativement simples à installer et le procédé n'est pas trop intensif.

Le Maroc peut compter sur un gouvernement qui a pour ambition d'obtenir les meilleurs résultats possibles, mais la volonté seule ne suffit pas toujours.

Il est également essentiel de s'assurer que l'infrastructure bancaire est capable de financer des processus inconnus des règles et règlements en vigueur dans le pays, par exemple des mécanismes d'importation et d'exportation qui ne sont pas conçus pour permettre à la friperie de rentrer dans le pays afin d'y être recyclée selon un système circulaire. Au Maroc, la réglementation douanière applicable aux produits textiles prévoit l'importation de matériaux, mais pas de vêtements finis susceptibles d'être recyclés.



« Le pays ne dispose pas de mécanismes d'importation de vêtements destinés au recyclage et à la réexportation », explique une personne interrogée. « Actuellement, les vêtements — lorsqu'ils entrent dans le pays — sont assujettis à des droits de douane, car ils sont considérés comme destinés à la vente au détail. Il n'y a aucun système d'importation de vêtements qui ne sont pas destinés à la vente au détail ni de système permettant de recycler ces vêtements pour les réexporter comme des vêtements neufs. »

D'après cette personne, pour remédier à cette situation, il faut essentiellement mettre en œuvre une nouvelle réglementation et former le personnel du service des douanes et accises.

« Les vêtements destinés au recyclage doivent être acheminés par un circuit complètement différent. Les rattacher au circuit existant pour les matériaux et tissus compliquerait grandement la situation. Ma suggestion est de baptiser ce nouveau circuit « circuit de circularité », et que le service des douanes le traite en tant que tel ».

Une telle approche serait bénéfique pour le Maroc, au même titre que le fait de capitaliser sur la rapidité — sa principale valeur ajoutée par rapport à ses concurrents —, qui est aujourd'hui l'une des trois principales exigences du monde des affaires, avec la circularité et la durabilité. Pour maintenir cet avantage et s'assurer que le pays peut répondre aux exigences de circularité, la première étape logique consiste à réviser sa réglementation sur les droits de douane et d'accise, afin de s'assurer qu'il est suffisamment agile pour importer et exporter des vêtements.

« La seconde étape consiste à aller au-delà du système de prêt-à-porter pour ajouter des éléments clés à la chaîne d'approvisionnement — celle-ci a besoin d'une fabrique de tissus, et idéalement, de fournisseurs pour le fil, les boutons, les accessoires, les élastiques, la doublure et d'autres articles semblables à l'intérieur du pays, car elle est nettement plus facile à gérer une fois que ces éléments sont disponibles », explique le vétéran de l'industrie avec lequel nous nous sommes entretenus.

Le Maroc peut opter pour l'approche adoptée par la Jordanie, à savoir développer sa chaîne d'approvisionnement en matières premières de manière ciblée. D'après cette source, la Jordanie, qui ne dispose pas de ressources en eau en quantités suffisantes pour cultiver le coton, s'est concentrée sur la confection de vêtements de sport pour des marques comme Adidas, Nike et Under Armour à l'aide de fibres synthétiques peu gourmandes en eau.

« Elle a ainsi pu créer un secteur du textile et de l'habillement prisé par les marques, d'une valeur de deux milliards de dollars, dans un pays de sept millions d'habitants. Cet exemple prouve que c'est possible, et qu'il faut pour cela se concentrer sur un segment ou une partie indispensable du secteur. »

Il ne fait aucun doute que la Jordanie va aussi s'engager bientôt dans la voie de la circularité, afin de conserver son avantage et ses relations lucratives.

4. Conclusion

Bien que nous ne soyons qu'au début du processus, il apparaît clairement, pour certains marchés du moins, que l'ère du modèle de production linéaire et extrêmement gaspilleur de l'industrie du textile tire à sa fin.

Initié par l'UE à travers son Pacte Vert pour l'Europe et sa législation connexe, et sachant que d'autres marchés vont probablement suivre en temps voulu, ce changement signifie que l'industrie du textile devra de plus en plus adopter des modèles de production circulaires et durables.

L'objectif est que, d'ici à 2030, tous les produits textiles « mis sur le marché de l'UE seront durables, réparables et recyclables. Ils seront fabriqués dans une large mesure à partir de fibres recyclées, exemptes de substances dangereuses [et] produites dans le respect des droits sociaux et de l'environnement ». Le bloc des 27 s'est également positionné fermement contre la mode éphémère, qui est jusqu'à présent un pilier de l'industrie marocaine.

Pour le Maroc, le besoin de transformer son industrie textile de manière à ce qu'elle applique les principes de la circularité est manifeste — l'UE étant de loin le plus grand débouché de ses produits textiles — et deviendra de plus en plus pressant à l'approche de 2030.

La transformation, cependant, ne se limite pas à l'utilisation d'énergies renouvelables ou à l'augmentation des taux de recyclage (bien que les deux s'inscrivent dans une approche durable). Au bout du compte, le succès, pour le Maroc, consistera à utiliser moins d'intrants (tissus, colorants, eau et énergie) pour fabriquer des produits textiles en tirant le meilleur parti des moyens engagés.

Dans les années à venir, le Royaume devra prendre plusieurs mesures cruciales, notamment :

- Promouvoir la récupération des déchets postindustriels (en particulier les chutes de la salle de coupe) et des déchets pré-consommation et établir au niveau local des usines modernes de collecte et de recyclage capables de transformer les déchets en fils et en tissus, et de recycler les vêtements importés invendus (même si cette dernière tâche nécessiterait d'adopter de nouvelles règles douanières).



- Bâtir localement une industrie moderne et durable, qui fournit des éléments amont comme le fil, le tissu, l'impression et la teinture, et qui assure la traçabilité pour les marques. Accroître les possibilités de collaboration avec des entreprises locales en amont de la chaîne de valeur aiderait également le Maroc à satisfaire aux règles d'origine de la zone paneuro-méditerranéenne relatives à l'accès préférentiel à l'UE.
- Passer de la mode éphémère et du modèle CMT selon lequel les tissus proviennent de l'étranger à un modèle pour lequel une plus grande quantité de matériau est achetée localement et qui offre aux acheteurs des articles issus d'un système de production de FPP.
- Collaborer étroitement avec l'UE et ses représentations pour le commerce international pour obtenir des conseils (en ce qui concerne notamment les exigences d'informations sur la production, la législation relative à l'écoconception, et l'étiquetage, entre autres) et, le cas échéant, solliciter des financements pour appuyer la transition.
- Cibler les filières textiles dans lesquelles le Royaume dispose d'un avantage comparatif.
- Investir davantage dans l'innovation et la technologie pour améliorer l'avantage concurrentiel du Royaume.

Comme le suggère Mme Alaoui de l'AMITH, le Maroc doit considérer l'élan vers la circularité comme une opportunité — et non comme une menace — qu'il peut exploiter pour se démarquer de ses concurrents. Les acheteurs au sein de l'UE se tournent vers des sources d'approvisionnement plus circulaires, moins complexes sur le plan logistique et capables de satisfaire de nouveaux modes de consommation. Cela signifie que des pays comme le Maroc qui peuvent offrir une production re-localisée et satisfaire aux règles de l'UE en matière de durabilité, pourront sortir gagnants de cette nouvelle donne.

En se conformant aux nouvelles exigences de l'UE en matière de circularité et de durabilité, le Maroc peut obtenir des résultats positifs qui incluent l'augmentation des exportations vers le bloc des 27, une part de marché plus importante — à mesure que les acheteurs s'approvisionnent davantage auprès du Royaume et cherchent à raccourcir les chaînes d'approvisionnement — et la capacité à se positionner pour un meilleur accès au vaste marché américain.

Bien que ces mesures demandent des efforts considérables, le Royaume est bien placé pour réussir, pour les raisons suivantes :

- Les autorités nationales et les acteurs du secteur du textile sont parfaitement conscients que le changement arrive et que le Maroc doit saisir cette opportunité.
- L'urgence d'agir est clairement manifeste.
- Les concurrents du Maroc sont tous dans la même situation, mais rares sont ceux qui présentent les mêmes atouts que le Royaume, dont la proximité avec l'UE n'est pas le moindre.

Agir pour conserver et élargir l'accès au marché de l'UE n'est

pas la seule raison de suivre le mouvement. Le secteur du textile est d'une importance vitale pour le Royaume, et la mise en place d'une économie circulaire pour l'écosystème du textile permettrait également de créer un plus grand nombre d'emplois et de nouvelles chaînes de valeur.

En outre, les enseignements tirés de ce secteur pourraient s'appliquer à d'autres pans de l'économie nationale, afin d'élargir davantage l'accès du Royaume au marché de l'UE. Et bien sûr, la création d'entreprises à zéro émission aiderait le Maroc à réduire son empreinte carbone, ce qui aurait des effets positifs concomitants sur la santé humaine, l'économie et l'environnement.

En résumé, pour assurer une véritable circularité, le Maroc doit passer en revue l'ensemble de la chaîne de valeur du textile, de la conception à l'approvisionnement puis la commercialisation, en tenant compte des déchets produits à ces différentes étapes, pour s'assurer que son industrie est à même de satisfaire aux exigences de l'UE. Certes, le temps est compté, mais la bonne nouvelle est que le Maroc peut faire ce qu'il faut dans les délais requis et sortir plus fort et plus compétitif de ce processus que bon nombre de ses concurrents.

Notes de fin

- 1 A New Textiles Economy: Redesigning Fashion's Future, Ellen MacArthur Foundation. 2017. <https://ellenmacarthurfoundation.org/a-new-textiles-economy>.
- 2 Ibid.
- 3 <https://earth.org/what-is-fast-fashion/>.
- 4 A New Textiles Economy. 2017. op cit.
- 5 Ibid.
- 6 A New Textiles Economy. 2017. op cit.
- 7 Statista. 2022. Voir : <https://www.statista.com/forecasts/821415/value-of-the-global-apparel-market>.
- 8 Measuring Fashion: Insights from the Environmental Impact of the Global Apparel and Footwear Industries, Quantis. <https://quantis.com/report/measuring-fashion-report/>.
- 9 Making fashion a force for good, Laudes Foundation. 2019. <https://www.laudesfoundation.org/latest/blog/2019/03/making-fashion-a-force-for-good>.
- 10 The State of Fashion 2022, The Business of Fashion and McKinsey. 2021. <https://www.mckinsey.com/industries/retail/our-insights/state-of-fashion>.
- 11 <https://ellenmacarthurfoundation.org/topics/circular-economy-introduction/overview>.
- 12 Ibid.
- 13 <https://www.circularity-gap.world/2021>.
- 14 <https://www.un.org/fr/climatechange/all-about-ndcs>.
- 15 <https://www.circularity-gap.world/2021>.
- 16 <https://www.weforum.org/projects/circular-economy>.
- 17 <https://www.statista.com/statistics/1198349/apparel-leading-importers-worldwide-by-value/>.
- 18 https://commission.europa.eu/strategy-and-policy/priorities-2019-2024/european-green-deal_fr.
- 19 Ibid.
- 20 <https://www.ecb.europa.eu/mopo/eaec/html/index.en.html>.
- 21 https://commission.europa.eu/strategy-and-policy/priorities-2019-2024/european-green-deal_fr.
- 22 https://environment.ec.europa.eu/strategy/textiles-strategy_fr.
- 23 https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/lip_22_2013.
- 24 https://environment.ec.europa.eu/strategy/textiles-strategy_fr.
- 25 Ibid.
- 26 L'UE veut contraindre les maisons de mode à fabriquer des vêtements plus durables et recyclables, The Guardian. 30 mars 2022. <https://www.theguardian.com/environment/2022/mar/30/eu-wants-to-force-fashion-firms-to-make-clothes-more-durable-and-recyclable>.
- 27 https://environment.ec.europa.eu/strategy/textiles-strategy_fr.
- 28 « La REP est un instrument de politique selon lequel les producteurs ont une grande responsabilité — financière et/ou physique — à l'égard du traitement ou de l'élimination des produits post-consommation. » The State of Fashion 2022, The Business of Fashion and McKinsey. 2021. <https://www.mckinsey.com/industries/retail/our-insights/state-of-fashion>.
- 29 Saisir les opportunités de l'économie circulaire, IFC Op-Ed dans Les Inspirations ÉCO. 28 juin 2022.
- 30 Ibid.
- 31 <https://ec.europa.eu/eurostat/fr/home>.
- 32 Ibid.
- 33 Ibid.
- 34 Saisir les opportunités de l'économie circulaire, IFC Op-Ed dans Les Inspirations ÉCO (28 juin 2022).
- 35 Textile 2035 : Une vision, des convictions, AMITH. 2021.
- 36 Ibid.
- 37 Voir, par exemple : <https://www.cgsinc.com/blog/what-industry-4.0-means-apparel-fashion-and-footwear-manufacturers>.
- 38 Ibid.
- 39 https://environment.ec.europa.eu/strategy/textiles-strategy_fr.
- 40 Sourcing of post-industrial cotton textile waste in the Tangier area, Maroc. IFC - décembre 2022
- 41 Cartographie des déchets textiles en Tunisie et Maroc [sic], SwitchMed & ONUDI. 2021. https://switchmed.eu/wp-content/uploads/2021/07/MAROC_TUNISIE_DA_9_Cartographie_D%C3%A9chetsTextiles.pdf.
- 42 La zone paneuro-méditerranéenne comprend actuellement l'UE, les États de l'Association européenne de libre-échange (Suisse, Norvège, Islande et Liechtenstein), l'Albanie, l'Algérie, la Bosnie-Herzégovine, l'Égypte, l'ex-République yougoslave de Macédoine, les Îles Féroé, Israël, la Jordanie, le Kosovo, le Liban, le Maroc, le Monténégro, la Palestine, la Serbie, la Syrie, la Tunisie et la Turquie (et en partie Andorre et Saint-Marin). Elle est fondée sur des accords commerciaux (accords de libre-échange, unions douanières, etc.) signés par les membres et prévoyant des règles d'origine identiques. Voir <https://www.tradeandborders.com/publication/brexit-and-the-european-cumulation-of-origin-the-case-of-the-textile-industry/>.
- 43 Ibid.
- 44 2022 National Trade Estimate Report on Foreign Trade Barriers, United States Trade Representative. 2022. Voir : <https://ustr.gov/about-us/policy-offices/press-office/press-releases/2022/march/ustr-releases-2022-national-trade-estimate-report-foreign-trade-barriers>.
- 45 Cartographie des déchets textiles en Tunisie et Maroc [sic], SwitchMed & ONUDI. 2021. op cit.

Mai 2023

Contact

IFC Morocco

7, rue Larbi Ben Abdellah

Souissi - Rabat, Moroc

☎ +212 537 544 300

ifc.org



Creating Markets, Creating Opportunities